



PRÉFET DU VAR

**Direction
départementale
des territoires
et de la mer
du Var**

Service de l'eau et des milieux aquatiques

**ARRÊTÉ PREFECTORAL du 11 JUIL. 2018
portant agrément de l'élection du trésorier de l'AAPPMA "La canne à pêche dracénoise"
à Draguignan**

Le Préfet du Var
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement et notamment son article R 434-27 et suivants,

Vu les statuts de l'association agréée pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA) "La canne à pêche dracénoise" à Draguignan approuvés par arrêté préfectoral du 18 septembre 2013,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2015 portant agrément du trésorier de l'association agréée pour la pêche et la protection du milieu aquatique "La canne à pêche dracénoise" à Draguignan,

Vu le procès verbal de l'assemblée générale de l'AAPPMA du 22 novembre 2017,

Vu la lettre de démission de M. Robert DEFOSSE, en date du 15 mai 2018,

Vu la demande de la fédération du Var pour la pêche et la protection du milieu aquatique du 22 mai 2018 pour l'agrément du trésorier de l'AAPPMA susvisée,

Vu l'arrêté préfectoral 2016/136 du 31 décembre 2016 portant délégation de signature à M. David BARJON, directeur départemental des territoires et de la mer du Var,

Considérant que la demande est conforme aux exigences du code de l'environnement,

Sur proposition de M. le Directeur départemental adjoint des territoires et de la mer du Var,

ARRETE

Article 1^{er}

Le retrait de l'agrément de M. Robert DEFOSSE en tant que trésorier, au sens de l'article R. 434-27, est prononcé. Il prend effet à compter de la signature du présent arrêté.

Article 2

L'arrêté préfectoral du 29 décembre 2015 susvisé est abrogé.

Article 3

L'agrément prévu à l'article R.434-27 susvisé du code de l'environnement est accordé à M. Christian FEBVRE en qualité de trésorier de l'AAPPMA "La canne à pêche dracénoise" à Draguignan à compter de la signature du présent arrêté jusqu'au 31 décembre précédant la date d'expiration des baux de pêche.

Article 4 – voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. Il peut aussi faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon dans ce même délai.

Le défaut de réponse de l'administration au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois après sa réception fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois.

Article 5

Le directeur départemental adjoint des territoires et de la mer est chargé de la notification et de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var. Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Var durant une durée de 12 mois au moins.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur départemental adjoint des territoires et de la mer,

Le directeur départemental adjoint
des Territoires et de la Mer,
Délégué à la Mer et au Littoral


Eric LEFLVRE